

QUELQUES DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

Doc 1 : démographie et planification du développement à Niue

L'éducation est subventionnée par les pouvoirs publics et l'instruction est obligatoire de 5 à 16 ans. Plusieurs étudiants font des études universitaires en Nouvelle-Zélande, aux îles Fidji, au Samoa ou en Australie. La pénurie d'enseignants et la baisse du taux d'inscription dans les écoles posent problème, et des professeurs ont été recrutés en Nouvelle-Zélande. ... 51 % de la population active sont employés par les pouvoirs publics.

Les programmes gouvernementaux en matière de population ont reçu l'appui de l'agence néo-zélandaise de coopération (NZODA), de l'Agence australienne pour le développement international (AusAID), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de l'UNICEF, du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), de l'OMS et des fonds du gouvernement de Niue.

Aucun pays ne peut se permettre de mettre en valeur ses ressources humaines, puis de les perdre sous l'effet des migrations dans une mesure aussi impressionnante qu'à Niue. Le problème qui se pose à Niue est que sa population est trop modeste pour pouvoir appuyer une économie dynamique et diversifiée. L'île ne possède que peu de ressources d'importance et il est peu probable que s'y développent des industries primaires ou secondaires à cause de sa faible taille.

*Démographie et planification du développement dans le Pacifique,
Brochure éditée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2002*

Doc 2 : l'économie de Nauru

Après l'indépendance de 1968, le pays était voué à un brillant avenir économique. En effet, les énormes gisements de phosphate exploités par les puissances coloniales étaient loin d'être épuisés. Ils ont assuré la prospérité de l'île pendant 30 ans. C'est ainsi que le PIB du pays était près de trois fois supérieur à celui des États-Unis.

Les dirigeants ne sachant pas trop où et comment investir l'argent ont décidé d'offrir aux Nauruans une multitude d'avantages sociaux : pas de taxes, pas d'impôts, téléphone, électricité et logement financés par l'État., études gratuites en Australie... La majorité des Nauruans ne travaillaient pas et l'on a fait venir de la main d'œuvre des autres pays océaniques. Toutes ces dépenses ne suffisaient pas à éponger les bénéfices. Aussi, le gouvernement a investi dans l'immobilier australien et néo-zélandais et s'est doté d'une flotte aérienne de cinq Boeing 737 pour fonder Air Nauru. L'ensemble de cette flotte a pu être réquisitionné à l'occasion pour permettre au président de partir en vacances avec sa suite.

Aujourd'hui, le paradis a disparu avec la fin de l'exploitation des phosphates. Les investissements immobiliers se sont effondrés et l'île est victime de la folie des grandeurs de ses dirigeants. Le PIB ne vaut plus que le quart de celui des États-Unis. Air Nauru s'est avéré être un véritable gouffre financier. Pour essayer de remonter la pente, le pays se livre aujourd'hui au blanchiment d'argent. Pour seulement 25 000 dollars, on peut lancer une banque à Nauru. Ainsi, dans un bâtiment délabré on retrouve 400 sièges sociaux de banques. On accepte aussi les réfugiés rejetés par l'Australie, que l'on interne sur place contre quelques millions de dollars. Mais ces quelques mesures ne sont pas suffisantes pour maintenir l'économie en bonne santé. Le gouvernement est lourdement endetté. L'eau et l'électricité sont rationnées. Le tiers de la fonction publique a été remercié. L'unique appareil que possède encore Air Nauru est cloué au sol.

Nota : Nauru se livre aussi à la vente de faux passeports et monnaie son vote à l'ONU auprès de Taiwan. Beaucoup de Nauruans sont retournés à la pêche.

D'après un article de Wikipedia intitulé « Economie de Nauru ».

Doc 3 : les pays océaniques à la recherche d'aides

Les îles du Pacifique : Avec qui allons-nous dormir cette nuit ?

Une délégation chinoise a été accueillie par le Premier ministre samoan, Tuilaepa Sailele Malielegaoi, « *Le gouvernement et le peuple samoans souhaitent remercier la Chine pour son aide dans la construction des installations sportives exceptionnelles réalisées pour les XIIIe Jeux du Pacifique qui se tiendront en août 2007* » a dit en substance le Premier ministre.

La Chine a envoyé également des techniciens et des entraîneurs pour ces Jeux. Mais le sport n'est pas le seul domaine dans lequel la Chine accorde une assistance à ce pays de 180 000 habitants. Elle a construit également plusieurs bâtiments gouvernementaux dans la capitale samoane, Apia.

La Chine apparaît comme un des grands acteurs en Polynésie, Mélanésie et Micronésie. Elle y offre son aide financière et son assistance technique. Mais elle y met une condition : les pays aidés ne peuvent maintenir de relations diplomatiques avec Taiwan. De son côté, Taiwan fait ce qu'il peut, dépensant annuellement des dizaines de millions de dollars, pour acheter la reconnaissance des petits États du Pacifique contre la cessation immédiate des relations des pays concernés avec la Chine.

Le choix des petits États du Pacifique n'est pas un choix idéologique. Il est uniquement motivé par des intérêts financiers. La Chine et Taiwan pratiquent la « politique du chèque ». À ce jour, Samoa, Tonga, les îles Cook, Niue, Fidji, Vanuatu, les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle Guinée, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sont avec la Chine, alors que Palau, les îles Marshall, Kiribati, les îles Salomon, Nauru et Tuvalu sont avec Taiwan. Plusieurs nations jonglent avec ces alliances, allant vers le plus offrant, comme le Kiribati qui est passé de la Chine à Taiwan.

Pour beaucoup de pays du Pacifique, l'aide étrangère est un business majeur et très lucratif, qui ne coûte pas très cher à la puissance donatrice. Par exemple, 20 000 habitants seulement habitent Palau, pays qui ne produit quasiment rien. Or, le PNB par habitant de Palau est de l'ordre de 8 000 dollars par an, essentiellement dû aux aides conjuguées des États-Unis, du Japon et de Taiwan. Bien qu'aucun document officiel ne le prouve, il est raisonnable d'estimer que Taiwan participe pour la moitié à ce PNB par habitant (4 000 dollars). Depuis 1999, Taiwan a donné environ 100 millions de dollars, se répartissant ainsi : 3 millions pour la construction d'un centre de conférences, 2 millions pour le Musée national, 15 millions pour l'extension de l'aéroport, 20 millions pour la construction de la nouvelle capitale, Melekeck, 1 million pour la rénovation des écoles...

Ces aides sont dangereuses. Elles provoquent la montée de la corruption au plus haut niveau (on achète les dirigeants pour qu'ils changent de bord) et favorisent le maintien au pouvoir de systèmes féodaux, par lesquels passe l'argent. Les récentes émeutes dans de nombreux pays de la région sont révélatrices de la colère des populations conscientes de ne bénéficier que des bribes de cette aide qui ne fait que renforcer les pouvoirs et la richesse de la minorité privilégiée qui gouverne.

Par Andre VLTCHEK (le 19 avril 2007)

Doc 4 : Samoa : les Jeux du Pacifique seront-ils une mine d'or ?

Les îles Samoa attendent beaucoup des retombées des Jeux du Pacifique...

Boutiques, restaurants, hôtels, agences de location de voitures et autres services se préparent à accueillir ce que tout le monde considère comme la ruée vers l'or de la décennie. Plus de dix hôtels ont été créés pour la circonstance ces six derniers mois, et ces hôtels affichent déjà complet, selon l'Association samoane de l'hôtellerie...

Le plus grand pont d'Upolu (l'île principale où se trouve la capitale, Apia) a été élargi et refait à neuf afin de supporter l'intensité du trafic prévue au moment des Jeux. Ce pont relie la ville au grand complexe sportif Tuanaimato, où se dérouleront l'essentiel des compétitions.

La plupart des installations sportives sont prêtes, y compris le superbe centre nautique construit par les Chinois, sûrement le plus beau centre de tout le Pacifique. À présent, Samoa n'attend plus que les athlètes (près de 6 000) et l'argent qui arrivera avec. Il faut dire que Samoa a beaucoup investi pour préparer ces Jeux, tant en ressources financières qu'humaines.

Mais est-ce que cette ruée vers l'or aura les prolongements attendus au-delà des 15 jours que vont durer les compétitions ? Quand les athlètes retourneront chez eux, Samoa sera-t-il en mesure seulement d'entretenir les installations créées pour les Jeux ? Quel sera le coefficient de remplissage des hôtels créés pour la circonstance ?

(Cherelle Jackson – *Island Business*, juin 2007)

Doc 5 : un regard sur les perspectives de développement pour 2005 - 2007

L'accueil des Jeux du Pacifique devrait relancer l'activité du bâtiment, avec entre autre la construction du nouveau centre nautique, assurée par la République populaire de Chine. De même, en 2005 commencera la construction des bâtiments de la *National University of Samoa* et de *Samoa Polytechnic*, grâce à l'aide financière du Japon.

L'économie devrait être relancée par l'essor espéré du tourisme et l'accroissement des « *remittances* ».

Le nombre de touristes s'accroît en moyenne de 3 % par an depuis 2001 (près de 100 000 touristes en 2004). Mais un accroissement plus substantiel passe par un accord de *joint venture* entre la compagnie samoane *Polynesian Airline*, qui connaît de gros problèmes financiers, et la compagnie australienne *Virgin Blue*. Il passe aussi par l'accroissement de la capacité hôtelière induite par la tenue des Jeux du Pacifique à Apia en août 2007 (entre autre, un hôtel de 140 chambres à Faleolo). Quant aux transferts d'argent provenant de la communauté samoane expatriée (« *remittances* »), on espère les voir s'accroître dans les années à venir. Ils représentent aujourd'hui 20 % du PNB du pays, ce qui est considérable.

Les autres secteurs d'activité sont en crise. On espère re-ouvrir une petite entreprise de sous-traitance de matériel automobile et une usine de traitement de noix de coco. On souhaite relancer les activités d'une usine de jus de fruits, ainsi que la production de kava (à la suite d'un rapport insistant sur ses vertus thérapeutiques), et enfin développer la pêche... Mais toutes ces activités n'ont qu'un faible impact sur l'économie du pays.

Asian Development Bank (Banque asiatique de développement)

Doc 6 : l'économie de Samoa

PNB / hab: 1 600 dollars US (2005, Banque mondiale)

Croissance annuelle: 3.4% (décembre 2006)

Inflation: 5.3% (février 2007)

Principales activités économiques : tourisme, pêche

Principaux partenaires commerciaux: Samoa américaines, Fidji, Japon, US, NZ, Australie

L'économie samoane est traditionnellement dépendante de l'aide internationale (pour 10 %) et des *remittances* (pour 25 %). Les activités économiques propres au pays comptent pour 65 % du PNB.

Au premier rang de ces activités viennent l'agriculture et la pêche, qui fournissent 10 % du PNB mais occupent les deux tiers de la main d'œuvre. L'industrie est dominée par une entreprise japonaise de sous-traitance de matériel électrique pour une usine automobile installée en Australie. Au total, l'industrie compte pour 16 % du PNB. Les services, et en particulier le tourisme, ont connu un fort développement ces dernières années et assurent le complément du PNB.

Les îles Samoa affichent une balance commerciale très nettement déficitaire, compensée par les ressources touristiques, les aides et les *remittances*. La croissance assez forte enregistrée en 2006 devrait se prolonger en 2007. Elle est due aux chantiers qui ont été ouverts pour accueillir les XIIIe Jeux du Pacifique (installations sportives de haut niveau, hôtels, bâtiments administratifs, infrastructure routière...).

Mais l'économie du pays demeure fragile. Elle est très sensible entre autre aux phénomènes climatiques. Le passage du cyclone Herta, en 2004, l'a profondément affectée et détruisant de nombreux bâtiments et l'essentiel de la production agricole.

Source : UK Trade & Investment Country Profile: Samoa

Doc 7 : la France et la région Pacifique

La France cherche à développer avec le Forum des Iles du Pacifique un partenariat privilégié lui permettant de mettre en place un dialogue politique étroit et constructif avec le Forum, organisation politique régionale du Pacifique. Sa contribution, à titre bilatéral et par le biais de son financement au Fonds Européen de Développement, s'élève à plus de **27 millions d'€ par an**.

La France est présente et active dans la région par ses collectivités

L'adoption de nouveaux statuts pour nos collectivités d'Outre-mer leur accordant une réelle autonomie dans le cadre de la République, a montré aux États de la région notre volonté d'ouverture et nos efforts pour mieux insérer nos collectivités dans la région et mener une politique régionale active : convention de coopération Nouvelle-Calédonie/ Etat - Vanuatu ; intensification des liens entre la Nouvelle-Calédonie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, entre la Polynésie française et la Nouvelle-Zélande...

En complément, les moyens de l'Etat dans les collectivités oeuvrent au bénéfice de l'ensemble de la région. Les forces armées françaises interviennent dans le cadre de l'accord FRANZ, de la surveillance des ZEE et la lutte contre la pêche illicite, et à la formation des forces de sécurité des États Insulaires.

La France, État membre de l'UE, défend une stratégie globale de partenariat entre l'Europe et la région :

Fortement impliquée dans le financement du FED, la France a pris l'initiative d'un dialogue avec la Commission européenne sur la région Pacifique pour la coopération régionale et également par ses Collectivités du Pacifique, d'autant que se profile l'échéance importante de la mise en place du 10ème FED pour la période 2008-2013, dont les orientations et objectifs sont en train d'être décidés : réalisation des

objectifs de développement du millénaire, énergie, préservation et exploitation durable des ressources naturelles.

Les axes prioritaires de la coopération

Le montant annuel de l'aide bilatérale accordée par la France est d'environ 15 millions d'€ S'y ajoute la quote-part de la France au Fonds européen de Développement pour le 9ème FED, soit 12,8 millions d'€ par an. La France sera le deuxième contributeur du 10ème FED (2008-2013) après l'Allemagne. Les axes prioritaires de la coopération, rappelés par le Président de la République, sont : le développement durable, l'éducation, la formation des cadres, la santé, la bonne gouvernance et la sécurité. Ils complètent les objectifs du Plan Pacifique.

La coopération vise à mettre en place des projets co-financés, destinés en particulier à assurer la formation de cadres locaux. La coopération s'appuie sur les infrastructures en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française - universités, centres de recherches - au bénéfice de l'ensemble de la région. Les actions portent notamment sur les domaines suivants :

- ▶ Bonne gouvernance ;
- ▶ Développement durable (action environnementale dans le cadre du PROE, actions dans le domaine de la pêche avec la CPS, coopération agricole et rurale) ;
- ▶ Santé et éducation ;
- ▶ Audiovisuel (aide à la radiodiffusion en collaboration avec RFI, RFO, France Inter, CFI) ;
- ▶ Infrastructures (modernisation d'aéroports secondaires et réhabilitation d'hôpitaux...) ;
- ▶ Assistance à la lutte contre les catastrophes naturelles.

Source : site Internet France diplomatie (www.diplomatie.gouv.fr)

ACTUALISATION DES TABLEAUX STATISTIQUES

Document 1 : tableau de bord

Ensembles géographiques	superficie terrestre	population (est. 2007)	population (proj. 2015)	densité (2007)	tx accr. %	% pop urb.	PNB / hab (1)
MÉLANÉSIE	540 733	7 808 000	9 496 000	15	20	19	
Fidji	18 300	850 000 (?)	892 000	47	13	46	6 000
Nlle-Cal.	19 000	238 000	270 000	13	14	60	15 000*
P.N.G.	462 243	6 000 000 (?)	7 461 000	13	22	13	2 700*
Salomon	29 000	500 000 (?)	595 000	17	24	16	600
Vanuatu	12 190	220 000	278 000	18	18	21	1 700
MICRONÉSIE	3 213	555 000	610 000	169	14	65	
E.F.Micronésie	700	108 000	116 000	155	0	21	2 300
Guam	541	170 000	183 000	314	14	93	15 000
Kiribati	811	99 000 (?)	110 000	123	28	43	2 800
Mariannes du N	471	83 000	109 000	179	25	90	12 500
Marshall	181	63 000	60 000	350	22	65	2 900
Nauru	21	12 000	10 500	571	16	100	5 000
Palau	488	20 000	21 000	41	14	81	7 600
POLYNÉSIE	8 133	650 000	700 000	81	2	41	
Cook	237	16 000	12 000	66	- 13	68	9 000
Niue	259	1 500	1 300	6	0	34	5 800
Pitcairn	39	-	-	-	-	-	-
Pol. fr.	3 521	260 000	286 000	74	15	52	17 500*
Samoa	2 935	186 000	200 000	64	12	22	2 000
Samoa améric.	200	60 000	72 000	300	- 2	66	5 800
Tokelau	12	1 400	1 300	117	0	-	1 000
Tonga	649	100 000	10 200	153	18	32	2 100
Tuvalu	26	10 000	9 600	375	12	47	1 600
W. et F.	255	15 000	16 000	59	5	0	3 800
Total Oc. insul.	552 079	9 013 000	10 806 000	17			
Australie	7 700 000	20 400 000			8		33 000
Nlle-Zélande	268 000	4 100 000			10		26 000
TOTAL OC.	8 520 079						
MONDE	134 288 000						

(1) Évaluation 2006, en dollars US PPP (*purchasing power parity*). Données lissées en fonction des sources. Lorsque les écarts sont trop importants, voir ci-dessous.

* 19 000 (NC), 700 (PNG), 1 200 (Kiribati), selon certaines sources.

Sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi (CIA), OMS, FMI

Document 2 : données démographiques

(Année de référence : 2007 - estimations. Certains chiffres moins récents ont été extrapolés)

Ensembles géographiques	taux nat. ‰	taux mort. ‰	tx ac. naturel ‰	tx accr. migr. ‰	enfants / femme	tx mort. inf. ‰	esp. vie (H/F)	âge médian	taille des maisons
MÉLANÉSIE									
Fidji	22	5	17	- 3	2,7	18	69	21	5,4
Nlle-Cal.	19	5	14	0 (?)	2,3	7	75	26	3,8
P.N.G.	30	8	22	0	4	55	60	20	5,5
Salomon	32	5	27	0	4	29	62	19	6,3
Vanuatu	25	7	18	0	4	27*	65	20	5,1
MICRONÉSIE									
E.F.Micronésie	26	5	21	- 21	4,1	30	70	20	6,2
Guam	21	4	17	0	2,8	8	78	28	3,9
Kiribati	31	8	23	0	4,2	45	63	20	6,7
Mariannes du N	19	3	16	+ 7,6	1,4	6	76	29	3,7
Marshall	35	5	30	- 5,6	5,7	30*	65	19	7,2
Nauru	28	7	21	?	4	10 ?	60	21	6,1
Palau	19	7	12	+ 1,4	2,5	15	70	31	4,6
POLYNÉSIE									
Cook	22	7	15	?	2,9	20	73	25	4
Niue	19	8	11	?	3	29	70	29	3,5
Pitcairn	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pol. fr.	16	5	11	+ 2,8	2,4	7	75	27	4
Samoa	29	6	23	- 9,5	4,4	25	68	20	3,9
Samoa améric.	25	4	21	- 21	3,5	9	76	23	6
Tokelau	31	7	24	?	4,9	33	70	20	6,4
Tonga	25	6	19	0	3,5	12	71	21	6
Tuvalu	23	8	15	0	3,7	30	66	24	6,1
W. et F.	20	6	14	?	3	7	73	24	4,9
OC. TEMPÉRÉE									
Australie	12	7,5	4,5		1,8	4,6	81	37	?
Nlle-Zélande	13	8	5		1,8	5,6	79	34	?
OCÉANIE									
MONDE									

* 52 (Vanuatu), 60 (Marshall), selon d'autres sources ;

Sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi (CIA), OMS, FMI